

LA GUERRE ET LA CRISE FINANCIERE SONT DE BONNES AFFAIRES

Le dernier rapport de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.) contient une étude sur la France, sur laquelle il n'est pas inutile de revenir. Elle fournit toute une série de chiffres, d'informations et de commentaires fort intéressants, mais dont nous ne voulons donner que quelques passages qui montrent que l'inflation et la crise des finances extérieures dues avant tout à la guerre d'Algérie ne sont pas une perte pour tout le monde. Il n'y a qu'à suivre les différents chapitres pour comprendre le mécanisme.

Le produit national brut a augmenté à prix constant de 7 % en 1955 — 4 % en 1956 et 6 % en 1957.

En 1956, les investissements ont augmenté de 7 % et en 1957 cette expansion s'est poursuivie à un rythme rapide. Cette augmentation est plus rapide que celle du produit national brut.

« En 1957 le volume de la consommation privée semble devoir progresser un peu plus vite qu'en 1956, mais son taux de croissance restera probablement EN DEÇA de celui du produit national brut. La formation brute de capital paraît au contraire s'être fortement accélérée. »

Donc, sur la masse globale de la production une fraction plus petite va à la consommation privée et une fraction plus grande aux investissements.

Mais, dans ces investissements, il faut distinguer la création de machines, bâtiments, etc. (« capital fixe ») et les stocks. Or, en 1956, le « capital fixe » ne s'est accru que de 5,3 %; ce sont donc les stocks qui proportionnellement ont augmenté le plus vite. Et ceci s'est poursuivi en 1957: « D'après les renseignements disponibles pour le premier semestre de 1957, les stocks semblent avoir continué à s'accroître fortement. »

Or, c'est essentiellement l'expansion du crédit qui a financé ce stockage — qu'on pourrait appeler un surstockage — et qui a correspondu à la création de monnaie et à l'inflation: « une expansion très forte des crédits à l'économie portés par les banques et la Banque de France, qui a correspondu à la création de la monnaie et a même dépassé celle-ci. Ces crédits ont augmenté de 22 % en 1956 et ce phénomène s'est même légèrement amplifié au cours du premier semestre 1957. »

En plus du financement de la guerre d'Algérie, l'inflation a donc servi en partie aux capitalistes à accumuler des investissements et avant tout des stocks qui leur permirent d'attendre la hausse actuelle des prix.

De plus, le rapport dit dans le même chapitre: « Quand on examine l'ensemble des opérations financières, il apparaît finalement que l'épargne intérieure n'a pratiquement pas progressé de 1953 à 1956, et le financement de l'expansion des investissements, qui, augmentation des stocks comprise, a été de l'ordre de 400 milliards en 1956, n'a pas été possible qu'en raison des déficits extérieurs. »

C'est-à-dire que la liquidation des réserves de monnaie forte et le découvert extérieur ont, eux aussi, servi à cette opération. Le déficit commercial pour 1956 a été de 1.000 millions de dollars, et il a doublé, durant le premier semestre 1957, par rapport à celui du premier semestre 1956. Et le rapport dit: « Le taux de croissance du volume des importations est cependant plus rapide que celui de l'expansion de la production, et on estime qu'une partie des importations était destinée au stockage. »

Le gouvernement a pris diverses mesures restrictives. « Le rythme des importations n'a pas pour autant diminué et des mouvements spéculatifs se sont manifestés de nouveau... Le nombre des licences demandées a néanmoins continué à atteindre un niveau anormalement élevé, et le

gouvernement français est revenu le 18 juin 1957, sur la libération des échanges.

« ... Le déficit de la balance globale des paiements pour l'année 1957 dépasserait cependant encore 1.200 millions de dollars. »

Le rapport conclut par une série de recommandations concernant les mesures énergiques à prendre par le gouvernement pour limiter l'inflation et le déficit extérieur: diminution du déficit budgétaire (sans dire qu'il faudrait arrêter la guerre d'Algérie) — restriction du crédit et des importations, et: « Il est peu probable que la France puisse rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande sans la hausse de certains prix, ne serait-ce que pour modérer diverses consommations et faciliter quelques rajustements, mais il importe d'éviter, en même temps, que ces hausses ne donnent le signal de la course entre les salaires et les prix. »

Et ainsi la boucle est fermée. Non seulement la hausse des prix et le blocage des salaires paient la guerre en Algérie, mais de plus ils ont permis une fructueuse opération de stockage aux anciens prix pour vendre aux nouveaux prix Gaillard.

Tant que les travailleurs laisseront au pouvoir un gouvernement qui ne sera pas constitué par leurs partis et sous leur contrôle, ils paieront la guerre, l'inflation, et la déflation de leur niveau de vie.

J. PRIVAS.

AIDEZ-NOUS! ABONNEZ-VOUS! SOUSCRIVEZ! SOUSCRIVEZ!

Une réunion au Cercle KARL MARX

Le Cercle Karl Marx a tenu vendredi 29 novembre une réunion au cours de laquelle le camarade J. Privas a expliqué les causes et la signification de l'Affaire Joukov en Union Soviétique. Bien que cette affaire ait été éclipsée dans l'attention mondiale et en U.R.S.S. même par les succès soviétiques dans le domaine de la conquête de l'espace interplanétaire, cet épisode de la lutte qui se mène dans les sommets dirigeants de l'U.R.S.S. n'en est pas moins d'une grande importance.

Privas montra comment cet épisode vient à la suite d'autres luttes menées au sommet de la bureaucratie soviétique entre les représentants de différentes couches de celle-ci. Il insista sur le fait que ce ne sont pas des luttes de personnes mais, dans l'état actuel de l'Union Soviétique (où il est impossible pour un courant d'opinion de s'exprimer librement en l'absence de soviets démocratiques et de différents partis politiques de la classe ouvrière) l'expression de profonds remous qui agitent actuellement la société soviétique, en face desquels les dirigeants de la bureaucratie réagissent différemment. Tous veulent essayer de maîtriser ces courants, de les contrôler, de les empêcher de nuire aux prérogatives et aux privilèges des hautes couches bureaucratiques, mais, suivant leurs fonctions ces dirigeants proposent des méthodes différentes et se heurtent violemment car l'enjeu de cette lutte, c'est le maintien de leur domination politique sur le pays.

C'est sur ces questions: lutte de personnes ou lutte exprimant la pression des profonds courants de la société soviétique; accroissement de la force économique, sociale et culturelle du prolétariat en Union Soviétique; nécessité et possibilité de la pluralité des partis ouvriers dans une société telle que celle de l'U.R.S.S., ou des démocraties populaires, allant de pair avec un fonctionnement démocratique des soviets d'ouvriers et paysans, que porta la discussion très intéressante qui suivit cet exposé.

Les radicaux à Strasbourg

Tenu à Strasbourg du 22 au 24 novembre, le Congrès radical valoisien a suscité quelques espoirs dans les milieux favorables à la paix en Algérie. Soixante pour cent des mandats sont allés à la motion Valabrègue, appuyée par Mendès-France, qui préconise la négociation sur les bases proposées par la Tunisie et le Maroc.

Certes, dans l'immédiat, rien n'est changé: Gaillard reste en place et la majorité des députés radicaux continuent à voter pour lui et pour la guerre; d'autre part le Bureau du Parti reste entre les mains des antimendésistes.

Le Congrès de Strasbourg est cependant significatif de l'évolution qui se fait jour parmi certaines couches de la bourgeoisie en vue de mettre fin au conflit.

Les groupements de gauche qui comptent davantage sur des changements de la politique bourgeoise que sur l'action de classe pour imposer la paix en Algérie l'ont donc commenté avec chaleur. Et tandis que le groupe parlementaire du P.C.F. applaudissait démonstrativement Mendès-France à l'Assemblée Nationale (séance du 28 novembre), Claude Bourdet, dans France-Observateur du 29, déclare « lui faire à nouveau confiance. »

Faisant écho aux articles de Maurice Duverger dans Le Monde et l'Express, Bourdet appelle de ses vœux un gouvernement « refusant de se laisser interdire l'alliance communiste qui seule lui permet d'imposer ses vues à la droite » et refusant « de même de se laisser interdire par les communistes l'alliance éventuelle avec les Partis situés plus à droite qui peut être nécessaire pour maintenir les communistes, tels qu'ils sont aujourd'hui, dans le cadre de la démocratie ». »

Ainsi, s'il prenait fantaisie au P.C.F. de s'attaquer à la démocratie « d'aujourd'hui », c'est-à-dire bourgeoise, Mendès-France aurait la permission de Bourdet pour s'allier à MM. Pinay, Soustelle, Bidault et Cie contre le P.C.F. Est-ce là le genre de « renouvellement doctrinal » que la Nouvelle Gauche désire octroyer au mouvement ouvrier?

Mais poursuivons l'examen des travaux du Congrès radical. Il est un domaine sur lequel s'est faite l'unanimité des congressistes. Bourges-Maunoury, Gaillard et Mendès-France se sont trouvés d'accord pour approuver les rapports Masson et Pellenc consacrés à la politique intérieure, économique et sociale.

Chose étrange, peu de commentaires sur ces sujets dans Le Monde, l'Express, France-Observateur, l'Humanité. Pourtant, ce qu'ont proposé les rapporteurs radicaux doit être connu de l'opinion de gauche et de la classe ouvrière.

Outre le rétablissement de l'anticommuniste, scrutin d'arrondissement et de la remise au Sénat ultra-réactionnaire de pouvoirs égaux à ceux de l'Assemblée Nationale, qui constituent les objectifs de politique intérieure des Valois, leurs intentions sur le plan économique et social sont nettement anti-ouvrières.

On a notamment entendu Pellenc se livrer à une attaque haineuse contre les nationalisations, demander, dans le style de Paul Reynaud, le recul de l'âge de la retraite des travailleurs du secteur public et autres mesures de régression sociale.

Vraiment, Claude Bourdet devrait dire clairement s'il est décidé à soutenir de sa plume ce programme intérieur d'un éventuel gouvernement Mendès, de même que Maurice Thorez serait bien inspiré de faire connaître aux ouvriers si les députés P.C.F. le soutiendraient de leurs votes.

F. D.

Dans l'article consacré à la déclaration de Moscou, nous avons traité de ce qui y est dit sur la coexistence pacifique, Nous traiterons, dans notre prochain numéro, de ce qui est escamoté: la démocratie ouvrière dans les Etats ouvriers, pour laquelle se sont dressés les travailleurs de Pologne et de Hongrie, pour laquelle se dresseront aussi les travailleurs d'U.R.S.S.

«La Vérité des Travailleurs»

Son CCP 6965-68 Paris